

DEPECHE DE L'AGENCE FRANCE PRESSE

LA RENTREE SOCIALE COMMENCERA-T-ELLE MARDI DANS LA RUE?

GLGL

ECF0106 0644 /AFP-MS50

PARIS, 7 oct 2018 (AFP) - La rentrée sociale commencera-t-elle mardi dans la rue? La CGT, FO et Solidaires ont appelé à un mouvement interprofessionnel pour protester contre la politique "idéologique" du gouvernement et "la casse des droits collectifs" alors que l'exécutif traverse actuellement une mauvaise passe.

Cette date du 9 octobre avait préalablement été choisie par neuf organisations de retraités pour protester contre la revalorisation de leurs pensions, jugées trop faible, une mesure qui touchera des personnes déjà mises à contribution l'année dernière avec l'augmentation de la CSG.

Un an après les ordonnances réformant le droit du travail, passées comme une lettre à la poste, et quelques mois après la réforme de la SNCF, le contexte est moins favorable pour l'exécutif.

Sur le fond, les mesures des plans pauvreté et santé présentées en septembre par Emmanuel Macron n'ont pas apaisé les mécontentements. Sur la forme, le président de la République a vu deux poids-lourds du gouvernement, Nicolas Hulot et Gérard Collomb, quitter le navire dans le fracas et la confusion.

Depuis son arrivée à la tête de Force Ouvrière fin avril, Pascal Pavageau, n'a pas de mots assez durs à l'endroit d'un gouvernement qu'il accuse de jeter aux orties "le modèle social", la sécu et le statut de la fonction publique en particulier, au profit d'un "grand marché concurrentiel".

"C'est la jungle: +débrouillez-vous tous seuls! Demerden Sie sich!+, mais dans la jungle tout le monde ne peut pas être un lion!", a-t-il coutume d'affirmer.

FO a néanmoins accepté d'aller négocier une nouvelle réforme de l'assurance chômage, chantier rouvert cet été à la surprise générale par le président de la République.

- Économies sur l'assurance chômage -

=====

Pour renouer le dialogue avec des syndicats qui se plaignaient d'être contournés depuis le début du quinquennat, Emmanuel Macron avait reçu en juillet, ensemble, les partenaires sociaux dont le président du Medef fraîchement désigné, Geoffroy Roux de Bézieux.

Il y a deux semaines, la plupart des organisations syndicales sont ressorties assommées d'une réunion au ministère du Travail où elles ont appris que le montant des économies demandées dans le cadre de la nouvelle réforme de l'assurance chômage étaient de 3 et 3,9 milliards d'euros sur cinq ans.

"Le gouvernement, et surtout le Président de la République, oppose toujours les catégories entre elles: les retraités sont des privilégiés parce que soit disant ils seraient payés à rien faire, les chômeurs seraient des feignants", a déploré le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez samedi sur France Inter.

Il a critiqué l'obligation faite aux syndicats et au patronat d'"économiser 4 milliards sur le dos des chômeurs". "C'est le principe de M. Macron, on a le droit de discuter du moment qu'on arrive à l'objectif que lui s'est fixé, c'est pas du dialogue ça", a-t-il fustigé.

CGT et FO s'étaient déjà affichés ensemble en juin, pour la première fois depuis les manifestations contre la loi El Khomri en 2016. Cette mobilisation était restée très modeste. A Paris, la CGT avait comptabilisé 15.000 manifestants, la police 2.900.

Les étudiants de l'Unef et les lycéens de l'UNL seront aussi au rendez-vous mardi. Le défilé parisien partira à 14H00 de Montparnasse vers la Place d'Italie.

Dans les transports, des appels à la grève ont été lancés à la SNCF et à la RATP par la CGT, SUD et FO, alors que le patron de la SNCF Guillaume Pépy vient de repasser à l'offensive sur le statut des cheminots, ce qui a fait bondir les syndicats.

Pour Solidaires, il s'agit de dénoncer "les conséquences des politiques patronales et du gouvernement": malaise dans les hôpitaux psychiatriques, retraités en colère, mais aussi salariés du privé des magasins New-Look et Mac Donald's etc.

Les syndicats ont aussi en ligne de mire les élections professionnelles de la fin de l'année dans la fonction publique et scrutent un autre chantier risqué: la réforme des retraites. Une multilatérale aura lieu mercredi, au lendemain de la mobilisation.

dec/lum/ao

AFP 070506 OCT 18